

Service eau risques environnement et sécurité

Bureau prévention des risques

Réf : 220228\_ARR\_AP approbation\_RéAgAval.odt

**Arrêté du 28 FEV. 2022**  
**portant approbation du plan révisé de prévention du risque inondation de l'Agoût en**  
**aval de Castres**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement et ses articles L562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-11 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 17 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** la décision du 11 juillet 2018 de l'autorité environnementale, portant décision de dispense d'une évaluation environnementale en application des articles R122-17-II et R122-18 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 15 octobre 2018 relatif à la prescription de la révision du PPRi sur le bassin versant de l'Agoût en aval de Castres et l'arrêté préfectoral de prorogation en date du 31 août 2021;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 01 septembre 2021 portant ouverture de l'enquête publique relative à la révision du PPRi sur le bassin versant de l'Agoût en aval de Castres qui s'est déroulée du 4 octobre au 8 novembre 2021 ;
- Vu** l'avis favorable à l'approbation de la révision du PPRi sur le bassin versant de l'Agoût en aval de Castres assorti de trois réserves et de deux recommandations, émis par le commissaire enquêteur dans les conclusions de son rapport en date du 13 décembre 2021 ;

**Vu** le rapport du directeur départemental des territoires pour le préfet du Tarn, relatif à la demande d'approbation du PPRI sur le bassin versant de l'Agoût en aval de Castres en date du 07 février 2022;

**Considérant** que la révision du PPRI de l'Agout, approuvée en 2002, est nécessaire pour prendre en compte les évolutions de la doctrine nationale en matière des risques et pour effectuer un bilan des enjeux exposés, la précision des outils géomatiques et la connaissance des phénomènes s'étant affinés. Cette révision s'inscrit en cohérence des PPRI révisés dans le bassin de l'Agout (Agout amont, Castres, Sor, Durenque...);

**Considérant** que par la réalisation de ses engagements telle que décrite dans le rapport du directeur départemental des territoires pour le préfet du Tarn, relatif à la demande d'approbation du PPRI sur le bassin versant de l'Agoût en aval de Castres en date du 07 février 2022, le responsable de projet répond en ce sens à deux réserves et aux recommandations du commissaire enquêteur ;

**Considérant** que l'augmentation de la capacité d'accueil des campings en zone inondable ne répond pas aux objectifs de réduction de vulnérabilité d'un PPRI et ne respecte pas en ce sens la doctrine régionale en matière de gestion des hébergements et hôtelleries de plein air en zone inondable ; le responsable de projet ne peut accéder favorablement à la réserve du commissaire enquêteur demandant la possibilité d'augmentation de 20 % du nombre d'emplacements des terrains d'hôtellerie de plein air en zone inondable.

**Considérant** que les modifications et ajouts ne mettent pas en cause l'économie générale du plan soumis à l'enquête publique ;

*Sur proposition du directeur départemental des territoires du Tarn,*

## **ARRETE**

**Article 1 :** L'arrêté du 24 décembre 2002 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de l'Agoût aval est abrogé.

**Article 2 :** La révision du plan de prévention du risque inondation sur le bassin versant de l'Agoût en aval de Castres est approuvé. Les pièces du dossier prévues à l'article R562-3 du code de l'environnement, sont annexées au présent arrêté.

**Article 3 :** Le plan de prévention du risque inondation sur le bassin versant de l'Agoût en aval de Castres concerne les communes suivantes : **Ambres, Cuq-les-Vielmur, Damiatte, Fiac, Fréjeville, Giroussens, Guitalens-Lalbarède, Labastide-Saint-Georges, Lavaur, Puylaurens, Saint-Jean-de-Rives, Saint-Lieux-les-Lavaur, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Saïx, Sémalens, Serviès, Teyssode, Vielmur-sur-Agout et Viterbe.**

**Article 4 :** Une copie du plan sera notifiée aux maires des communes visées à l'article 3 et aux présidents de la communauté d'agglomération Castres-Mazamet, de la communauté de communes Tarn-Agoût, de la communauté d'agglomération Gaillac Graulhet, de la communauté de communes Lautrecois-Pays d'Agoût et de la communauté de communes Sor et Agoût.

**Article 5 :** Conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement, le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn ainsi que dans la « Dépêche du Midi » rubrique « annonces légales ».

**Article 6 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au moins dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable.

**Article 7 :** Le plan approuvé sera tenu à la disposition du public à la préfecture du Tarn, dans les mairies citées à l'article 3 et aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable cités à l'article 4. Cette mesure de publicité fait l'objet d'une mention avec les publications et l'affichage prévus à l'article précédent

**Article 8 :** Conformément à l'article L562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention du risque inondation sur le bassin versant de l'Agoût en aval de Castres, servitude d'utilité publique au titre de la sécurité publique, sera, conformément à l'article L-153-60 du code de l'urbanisme, annexé au document d'urbanisme par le maire de chacune des communes citées à l'article 3 ou par le président de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'établissement des documents d'urbanisme cités à l'article 4 dans un délai de trois mois à compter de la date d'approbation du PPRI.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Castres, ainsi que le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Albi, le 28 FEV. 2022

*Le Préfet du Tarn*



François-Xavier LAUCH

Délais et voies de recours – " La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Toulouse d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou auprès du Ministre chargé de la transition écologique. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de mois vaut rejet implicite)".